

DEPARTEMENT DES FINANCES
ET DE LA SANTÉ
SERVICE DES CONTRIBUTIONS

Amis du CDELI
Bibliothèque de la Ville
A l'Att. de M. Claude Gacond
Rue du Progrès 33
Case postale 3034
2303 La Chaux-de-Fonds

N/RÉF.: 46365 / MG / CHW

La Chaux-de-Fonds, le 25 août 2015

Décision en matière d'exonération fiscale dès la période fiscale 2014 de l'Association des Amis du Centre de Documentation et d'Etude sur la Langue Internationale de la Bibliothèque de la Ville (Amis du CDELI), siège à La Chaux-de-Fonds

Monsieur,

Nous accusons bonne réception de votre demande d'exonération et y répondons par la présente.

I. En fait

Par courrier du 16 mars 2015, vous avez requis l'exonération de l'association des Amis de CDELI.

Le CDELI est un fonds de la Bibliothèque de la Ville consacré à la récolte d'archives sur l'espéranto et l'interlinguistique et au catalogage et archivage de son importante documentation.

Conformément à l'article 2 de ses statuts, l'association a pour buts de faire connaître les objectifs et les activités du CDELI; de soutenir ses projets et ses manifestations culturelles; d'aider l'institution dans l'accomplissement de ses tâches culturelles et patrimoniales qui consistent à rechercher, conserver, mettre en valeur et étudier les écrits se rapportant aux langues internationales et offrir des instruments de travail et de connaissance aux chercheurs du monde entier et de toutes les communautés interlinguistiques.

Pour atteindre ses buts, l'association s'efforce de favoriser le rayonnement du CDELI, de rechercher les fonds destinés à financer les projets et manifestations culturelles et de concourir au développement de l'institution (article 3 des statuts). L'association a notamment, grâce aux dons et aux contributions régulières récoltés, rétribué une bibliothécaire durant plusieurs années après sa retraite afin qu'elle poursuive son travail de catalogage et d'archivage dans le système RERO des bibliothèques romandes.

II. En droit

Pour être exonérée en vertu des articles 56 let. g de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct (LIFD), 81 al. 1 let f de la loi sur les contributions directes du 21 mars 2000 (LCdir) et 23 al. 1 let f de la loi fédérale d'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes du 14 décembre 1990 (LHID), une personne morale doit respecter divers critères énumérés dans la circulaire n°12 du 8 juillet 1994 éditée par l'administration fédérale des contributions (AFC) pour pouvoir être reconnue comme personne morale poursuivant des buts de service public ou de pure utilité publique.

A la lecture des documents remis, nous constatons que les conditions d'exonération sont remplies. En effet, votre association poursuit un but d'intérêt général, exerce une activité effective pour atteindre ses buts et les membres du comité travaillent de manière bénévole.

Par ailleurs, les fonds de l'association sont affectés de manière exclusive et irrévocable à son but puisqu'en cas de dissolution, l'article 19 des statuts prévoit que les fonds seront versés à la Bibliothèque de la Ville.

III. Conclusions

Partant, nous accordons à l'Association des Amis du Centre de Documentation et d'Etude sur la Langue Internationale de la Bibliothèque de la Ville l'exonération des impôts directs fédéral, cantonal et communal en vertu des articles 56 lettre g LIFD, 81 alinéa 1 lettre f LCdir et 23 alinéa 1 lettre f LHID dès la période fiscale 2014.

Nous attirons toutefois votre attention sur le fait que toute modification des statuts devra nous être soumise pour nouvelle décision.

Par ailleurs, nous nous réservons le droit de requérir en tout temps les comptes et les rapports d'activités de l'association et, le cas échéant, de réexaminer que les critères permettant l'exonération sont toujours remplis par l'association. Si les buts de cette dernière ne devaient pas être atteints, l'exonération serait retirée.

IV. Traitement fiscal des dons

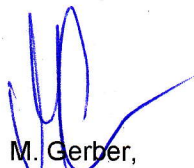
En ce qui concerne les dons effectués en faveur de l'association, au niveau de l'impôt cantonal, les personnes morales peuvent comptabiliser comme charges déductibles, les versements bénévoles faits à la fondation jusqu'à concurrence de 10% de leur bénéfice net (article 85 lettre c LCdir). Pour les personnes physiques, l'article 36 alinéa 1 lettre i LCdir prévoit que les versements bénévoles faits à des sociétés exonérées de l'impôt (selon l'article 81, al. 1, let. f LCdir) sont déductibles jusqu'à concurrence de 5% du revenu net à condition que les prestations versées pendant la période de calcul s'élèvent au moins à 100 francs.


Pour ce qui est de l'impôt fédéral direct, tant les personnes physiques que morales pourront procéder aux déductions des versements bénévoles faits à l'association conformément aux articles 33a et 59 alinéa 1 lettre c LIFD. La déduction est cependant limitée au 20% des revenus diminués des déductions autorisées pour les personnes physiques (les dons doivent s'élever au moins à 100 Francs par année fiscale) et 20% du bénéfice net pour les personnes morales.

V. Impôt sur les successions et sur les donations

Compte tenu de son exonération pour poursuite d'un but d'utilité publique au sens du droit cantonal (article 81 al. 1 let. f LCdir), l'association est également exonérée de l'impôt sur les successions et sur les donations au sens de l'article 10 al. 1 let. d de la loi instituant un impôt sur les successions et sur les donations entre vifs (LSucc). Les libéralités et les dons consentis en faveur de l'association ne seront donc soumis à aucun impôt sur les successions et sur les donations.

En espérant avoir répondu à satisfaction à votre demande, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.


M. Gerber,
responsable juridique
et formation


Ch. Wernli,
juriste

Voies de droit:

La présente décision peut faire l'objet d'une réclamation auprès du Service des contributions, Rue du Docteur-Coullery 5, 2301 La Chaux-de-Fonds, dans les 30 jours à compter de sa notification. La réclamation s'exerce par acte écrit et signé. Le contribuable doit exposer les faits, indiquer clairement ses propositions de modification et joindre les moyens de preuve à sa disposition.